

Terre sans mines ou terre sans humains

(suite du feuilleton sur les mines de Villeranges)

Texte de la conférence de presse à plusieurs voix tenue le 27 août à Lussat (23)

POURQUOI NOUS NOUS OPPOSONS
AU PROJET DE MINE DE VILLERANGES
ET AUX RECHERCHES MINIÈRES ?

Parce que nous aimons la Creuse et que nous y vivons, parce que nous aimons ce cadre naturel et que nous y sommes attachés, parce que nous aimons la tranquillité de la campagne, parce que l'absence d'autoroutes, de TGV, de centrales nucléaires et de projet minier nous va très bien. Parce que nous avons d'autres richesses. Parce que certains parmi nous sont des agriculteurs qui souhaitent garder leur liberté d'entreprendre en exerçant leur métier sur des terres fertiles, saines, loin des pollutions industrielles et maintenir leur emploi ainsi que celui de nombre de leurs fournisseurs vivant aussi des activités agricoles.

Et parce que ce projet ne peut que diviser les communautés villageoises et apporter des tensions qui n'existeraient pas autrement.

Et ce que nous ne voulons pas chez nous, nous ne le voulons pas ailleurs non plus et nous soutenons, partout dans le monde, les oppositions aux projets miniers et restons en contact avec les opposants à ces grands projets inutiles.

Nous nous opposons directement au projet de recherches

Parce que quand on ne veut pas de mine, on ne veut pas des recherches qui ont pour finalité la mine. Et parce qu'il sera trop tard, une fois les recherches terminées pour s'opposer physiquement à la mine. Car, lors de la phase effective d'exploitation, il y a un droit d'expropriation dont on peut se servir contre une partie des habitants. Parce qu'après, c'est un paysage minier qui nous attend. Parce qu'après les recherches, le permis de recherches peut être revendu à un plus gros que l'actuel détenteur du permis : la Cominor. Et qu'alors tous les risques seront pour nous.

De plus, les galeries peuvent commencer dès la phase de recherches, et les pollutions qui s'ensuivent aussi, pour preuve celle qui a déjà été creusée aux Farges lors d'une précédente recherche d'or, qui ferait dans les 700 mètres de long, et dont le contenu reste bien mystérieux.



Nous nous opposons au projet minier

Parce qu'il n'y a pas de mine propre. La Cominor voudrait nous faire croire que les techniques ont changé et que, par un coup de baguette magique, Villeranges sera la première mine propre, qu'il faut bien commencer les mines propres quelque part. Quelle chance pour nous, dites donc ! On ne nous prendra pas pour des imbéciles et nous savons que ces gens-là sont capables de masquer une vérité peu reluisante pour grossir leur compte en banque. Pour notre part, nous ne sommes pas des vendus et n'adaptions pas notre discours en fonction des sommes d'argent qui sont mises en jeu.

Nous nous opposons au projet minier

Parce qu'avec l'or qu'on prétend vouloir extraire, sans compter le cyanure ou autres produits industriels nécessaires à l'extraction, il y a au moins de l'arsenic qui est géologiquement conjoint aux particules aurifères du sous-sol, et que l'arsenic est poison. Il y a aussi, et en Creuse plus qu'ailleurs, les éléments radioactifs du sous-sol qui, une fois libérés, s'immiscent inmanquablement dans les nappes d'eau potable et que l'on ne peut dépolluer.

C'est lorsqu'on a remué l'arsenic aux mines du Châtelet que des chiens, des vaches et des hommes sont morts.

Avec la pente naturelle, l'arsenic remué et les produits industriels s'écouleront dans la Voueize : on ne voit pas comment il pourrait en être autrement.

Mais Cominor a l'air de considérer les eaux souterraines comme des bulles étanches et « parce qu'il n'y aurait pas de nappe à l'endroit où ils creuseront », les proches nappes d'eaux souterraines de Varennes ne pourraient être touchées ? Tout porte à croire, au contraire, que les eaux souterraines seront polluées, elles aussi. Le sous-sol n'est pas une matière imperméable et sans faille, surtout quand on le remue. De plus, l'industrie extractive consomme des volumes d'eau que la seule Voueize ne peut fournir.

Nous payons toujours dans nos impôts, plus de cinquante ans après, les traitements de dépollution des mines du Châtelet. Et ce travail de titan apporte de bien maigres résultats, malgré les sommes dépensées (toujours plus de dette publique). Nous découvrons, d'années en années, l'ampleur des dégâts.

Nous nous opposons au projet minier

Et cela au-delà de Lussat, parce que, si les habitants du secteur de Villeranges sont en première ligne, les nuisances concernent une partie beaucoup plus grande de la population. Le bassin de Gouzon, alimenté par l'eau de Lussat, comporte 18 communes.



La Voueize, c'est ensuite la Tardes, puis le Cher qui passe à Montluçon. Et déjà des habitants de Montluçon rejoignent notre collectif en apprenant les menaces qui exposent toute leur population urbaine.

L'Étang des Landes et sa réserve ornithologique, les thermes d'Évaux, des paysans et des associations du secteur développent des projets d'avenir incompatibles avec la présence d'une mine.

Nous nous opposons au projet minier

Parce que nous n'avons plus besoin de projet industriel et que nous ne croyons pas à la fable du redressement productif. Il y a davantage d'or à recycler dans des portables et autres technologies, dont au passage nous ne sommes pas les plus grands usagers, il y a davantage d'or à recycler que d'or à Lussat.

Il s'agit d'un projet de spéculation. Il s'agit, pour certains, de s'en mettre plein les poches, et de laisser les autres nager dans leurs ordures.

Nous nous opposons au projet minier

Parce qu'une mine, ça dure un temps. Et que les déchets qu'elle laisse, ça dure longtemps. Parce que si mine il y a, elle vivrait combien de temps ? 5, 10, 20 ans grand maximum. Et après,

plus rien. Il y a des projets actuels, ne serait-ce que des projets agricoles, qui visent à beaucoup plus long terme.

Ce ne sont pas les emplois qu'on nous fait miroiter, comme si tous les emplois se valaient, qui nous feront changer d'avis. Des emplois de pollueurs, on n'en veut pas. Et ces emplois ne concerneront que très peu les Creusois. Les emplois miniers viendront et partiront en nous laissant les déchets toxiques.

En revanche, la Creuse, qui sait préserver son environnement et accueillir des touristes, cette Creuse voit s'installer durablement des nouveaux arrivants qui, eux, participent à l'économie locale, contribuent au repeuplement de notre territoire ou créent des emplois plus utiles pour l'avenir.

Et si ça ne suffisait pas encore pour nous opposer au projet :

Nous nous opposons au projet parce que ce n'est ni juste ni moral qu'une société, détenue par un milliardaire égyptien

et basée au Luxembourg, sous prétexte qu'elle a de l'argent, puisse nous considérer comme un territoire à coloniser avec toutes les nuisances que ça peut engendrer pour nous.

Nous nous opposons au projet minier

Et d'ores et déjà, le Conseil Général de la Creuse, les mairies des communes de Chambon-sur-Voueize et de Lépaud, ont déclaré leur opposition au projet de recherches de Villeranges. Des mairies non situées sur le secteur nous ont aussi fait part de leur opposition au projet et nous soutiennent.

Nous estimons être en droit de connaître l'avis de la mairie de Lussat, qui, nous semble-t-il, joue à cache-cache. À tous les élus concernés par le projet, nous demandons de prendre leur courage à deux mains, et de s'exprimer clairement sur ce projet.

Nous nous opposons au projet minier

Et nous formons un collectif ouvert que vous pouvez rejoindre à tout moment, nous nous réunissons, organisons des pétitions, des relevés d'eau et des manifestations (dont le festival à Lussat).

Nous nous opposons au projet minier

Et pour cela demandons le retrait du permis de recherches de Villeranges. Et nous dirons partout : non aux mines, oui à la préservation de la nature et oui à la culture paysanne et rurale.

LE COLLECTIF DE VIGILANCE
SUR LES PROJETS MINIERES CREUSOIS

L'information et les actions continuent

LE COLLECTIF DE VIGILANCE sur les projets miniers creusois a organisé le mardi 14 octobre à Budelière, une conférence de presse et la projection du film *Tout l'or de la Montagne noire* (sur la mine d'or de Salsigne dans l'Aude, une des plus grosses mines d'or et d'arsenic d'Europe) suivies d'un débat.

Budelière n'avait pas été choisie au hasard, puisque c'est sur cette commune qu'était située la mine d'or du Châtelet (exploitée de 1905 à 1955) de sinistre mémoire, puisque la pollution des eaux à l'arsenic continue toujours malgré les très onéreux travaux de contention (et non de dépollution).

Une cinquantaine de personnes ont participé à la conférence de presse et une centaine ont assisté dans la soirée à la projection du film. Si une telle participation du public démontre que ce projet de

mine inquiète de plus en plus de gens, force est de constater que les élus des communes impactées et des communes environnantes, ainsi que les conseillers généraux, le député et les sénateurs, tous invités par courrier nominatif, ont brillé par leur absence. Seul deux ou trois élus locaux étaient présents, faisant preuve ainsi publiquement de leur opposition au projet. Beaucoup d'autres ont signé la pétition, ont pris position oralement, mais bien peu assument publiquement leur position.

Le Conseil général a voté à l'unanimité une motion contre le projet de mine, mais il n'est pas concerné et n'a pas formellement d'avis à donner, ça ne lui coûte pas cher d'être contre. Mais lorsque le collectif fait faire des analyses d'eau par le laboratoire départemental, pour avoir une idée de la situation avant toute recherche

ou exploitation, on a beaucoup de mal à obtenir les résultats, comme si ça dérangeait un peu le Conseil général qu'on gratte où ça risque de faire mal.

D'ailleurs, c'est sûr que nous dérangeons : lors des prélèvements d'eau, les renseignements généraux étaient sur les lieux en même temps que nous, et un hélicoptère de la gendarmerie survolait la zone, et à Budelière, les gendarmes sont passés deux fois pour relever les immatriculations des voitures !

Bref, il faut tout mettre en œuvre pour que la mobilisation prennent de l'ampleur et que de plus en plus de gens participent aux actions du collectif ou en initient de leur propre chef, car, ici comme ailleurs, ce serait une illusion de trop compter sur les institutions et les professionnels de la politique pour se mouiller.

PATRICK FAURE